

HONDURAS

Un modèle peu sûr et corrompu

Le modèle économique du Honduras, mû par l'investissement transnational, le tourisme et la concession de ressources naturelles à des intérêts étrangers, entraîne une augmentation de la pauvreté, des inégalités, de la criminalité, de la violence et de la discrimination fondées sur le sexe, autant de facteurs qui posent une véritable menace à la sécurité humaine. Dans ce scénario d'insécurité, la cerise sur le gâteau est un régime politique corrompu et intouchable, fermé à tout dialogue avec la société civile.

Centro de Estudios de la Mujer - Centre d'Etudes de la condition féminine (CEM-H)

Mirta Kennedy / Suyapa Martínez
Ana María Ferrera / Filadelfo Martínez

Causes et conséquences

L'économie du Honduras est caractérisée par l'investissement étranger dans les industries de *maquila*¹, un secteur touristique industriel et l'investissement transnational pour l'exploitation des ressources naturelles, reflétant l'engagement du pays à la globalisation. Les conséquences directes et indirectes de ce modèle néolibéral constituent une entrave à la réalisation de la sécurité humaine dans toutes ses dimensions.

Industrie et violence sexuelle

Selon la Banque centrale, il y a 252 usines de type *maquila*, essentiellement dans le secteur du textile, qui génèrent 105 000 emplois dont 60% occupés par des femmes².

La concentration urbaine autour des domaines industriels crée des problèmes d'insécurité et de violence, surtout pour les travailleuses.

Le principal district de *maquila* est Valle de Sula, où le taux de la population féminine est élevé et aussi, où les services de base manquent, les salaires sont bas et les droits des travailleurs ignorés. Les organisations féminines ont fait état de violations des droits fondamentaux des travailleurs, comme le déni du droit d'association, la fermeture d'usines non assortie d'indemnités de départ, le renvoi de travailleuses enceintes, le test de grossesse obligatoire avant recrutement, de mauvaises conditions d'hygiène et la discrimination fondée sur l'âge.

Le Forum des Femmes pour la Vie de San Pedro Sula a indiqué que, selon les données du Département central des enquêtes criminelles, de janvier à juin 2003, 146 femmes ont été victimes de mort violente, dont 71 par arme à feu ou à coups de couteau, 42 des suites d'accidents, et 33 font toujours l'objet d'enquête. En décembre 2003, le total avait grimpé à 398 femmes. Selon ces mêmes données, ces meurtres ont des caractéristiques communes telles que des coups tirés dans la tête ou le cœur, la décapitation et des signes de torture, ainsi que le découpage des cadavres ; la plupart des femmes ont subi des agressions sexuelles avant d'être tuées. Dans cette même zone, des données recueillies auprès des services médico-

¹ Les *maquila* sont des usines appartenant à des sociétés étrangères ou transnationales, implantées dans des pays où la main-d'œuvre est à bon marché, pour fabriquer ou assembler des éléments de produits finis.

² Banque centrale du Honduras. « Actividad Maquiladora en Honduras 2002 ». www.bch.hn/download/Maquila-2002.pdf

légaux indiquent que dans plus de 60% des cas signalés d'agressions sexuelles contre des mineurs, les victimes étaient des jeunes filles.

Les abus de l'industrie touristique

L'industrie touristique sur les côtes caribéennes est en plein essor, les aires littorales sont prises d'assaut, et les communautés noires qui y vivent sont poussées à vendre leurs terres. En outre, il y a une pression de plus en plus intense pour l'aménagement de grands complexes touristiques dans des aires protégées.

Lié au tourisme, il y a le phénomène de l'exploitation sexuelle. Au moins 30% de jeunes filles et d'adolescentes sont victimes d'agressions sexuelles de la part de touristes étrangers³.

L'éducation

Les gouvernements qui se sont succédé ont cité la situation économique comme une excuse à la satisfaction insuffisante des normes d'enseignement secondaire et universitaire du pays. A l'heure actuelle, un peu plus de 50% des élèves de l'enseignement secondaire fréquentent des établissements privés où le nombre d'enseignants est plus élevé que dans les établissements publics. La qualité du système éducatif en général, et en particulier, celle du système public, est considérée comme « faible ». L'Etude nationale sur l'épidémiologie et la santé familiale rapporte que 40% des filles et des garçons âgés de 7 à 14 ans ont eu à se heurter à l'une des trois barrières au développement normal dans le système éducatif : inscription tardive, abandon ou lente progression à travers les différents niveaux.

Il n'existe pas d'obstacle officiel à l'accès des filles à l'éducation, et leurs pourcentages de participation sont similaires à ceux des garçons (seulement 2% de moins dans l'enseignement primaire). Toutefois, elles sont les premières à quitter l'école en cas de problèmes familiaux.

Les personnes s'en vont, les dollars affluent

La pauvreté et le manque d'emploi entraînent l'émigration et donc, un trafic régulier de personnes, notamment des femmes, des filles, des garçons ainsi que des adolescents.

Selon les estimations, 35 000 citoyens quittent le pays chaque année, principalement pour les Etats-Unis. Cette émigration est lucrative pour l'Etat et pour des opérateurs financiers privés de toutes sortes. En 2003, les recettes de devises générées par les envois de fonds, essentiellement aux familles des honduriens vivant aux Etats-Unis, s'élevaient à quelque 1 milliard de USD, chiffre qui pourrait être plus élevé si l'on tient compte du fait qu'environ 25% de ces fonds sont envoyés par des moyens non contrôlés par l'Etat. Le gouvernement actuel considère sa politique étrangère comme un succès, pour avoir obtenu une prorogation d'un an encore de son Statut de protection temporaire, aux termes duquel un traitement spécial en matière d'immigration est accordé à près de 75 000 honduriens qui ne possèdent pas les documents requis. Ces envois de fonds sont à présent la principale source de devises et le pays est désormais reconnu comme exportateur de main-d'œuvre à bon marché⁴.

La réforme pénale et les homicides

La campagne électorale de l'actuel Président, Ricardo Maduro, avait accentué la question de la sécurité des citoyens. Ce dernier avait alors poussé le parlement à une réforme du code pénal, notamment de l'article 332, pour prévoir de plus lourdes sanctions pour les membres de

³ Information de la Direction des enquêtes criminelles.

⁴ Données provenant du Forum social sur la dette extérieure et le développement.

bandes et autres citoyens «... qui conspirent pour mener des actions visant à provoquer des dommages corporels et/ou matériels, profèrent des menaces contre les personnes ou se livrent à des extorsions ou à tout autre acte délictueux... » Les sanctions vont de 9 ans à 12 ans d'emprisonnement. Depuis le vote de cette réforme au milieu de l'année 2003, près de 800 jeunes gens soupçonnés d'appartenir à des gangs (appelés « maras ») ont été envoyés en prison. Dans certains quartiers, les activités des maras ont nettement chuté. Cette réforme a été dénoncée comme inconstitutionnelle par le Ministère Public, le Commissaire national aux droits de l'homme, le Barreau ainsi que les organisations des droits de l'homme. Cependant, Maduro a insisté sur son maintien.

Dans le contexte de la violence urbaine, l'Eglise catholique et certaines organisations humanitaires privées et publiques ont dénoncé l'existence d'«escadrons de la mort» (auxquels participent certains membres de la police) qui sont coupables de certains des meurtres attribués à des gangs de la ville de San Pedro Sula⁵.

En 2003, Carlos Arturo Reyes, un paysan d'Olancho (province du Honduras) qui menait une campagne en faveur de la protection des forêts du Honduras et s'opposait à un projet hydroélectrique, a été assassiné, tout comme le journaliste Germán Rivas, de Santa Rosa de Copán, qui s'opposait aux intérêts de la compagnie minière MINOSA. Un autre journaliste, Arístides Soto, de Tegucigalpa, a été assassiné le 6 octobre 2001 et ses assassins sont impunis à ce jour.

L'insécurité et le surpeuplement des prisons ont tendance à déclencher de violents épisodes, tels que le meurtre de 58 prisonniers le 5 avril 2003 à ferme-prison El Porvenir, non loin de la ville de La Ceiba.

De la corruption à l'injustice

Si les lois ne sont pas appliquées, il ne peut pas y avoir de sécurité humaine. En 2002, le pays était classé 71^e dans l'Index des Perceptions de la Corruption de Transparency International ; un an plus tard, il avait chuté à la 106^e place (sur un total de 133 pays)⁶.

Certains groupes économiques ayant des liens politiques, qui sont responsables de la faillite de plusieurs banques et institutions financières privées, avec des pertes excédant 200 millions de USD, sont restés impunis et la loi n'a pas été effectivement appliquée. Les fonds appartenaient à de petits épargnants, la plupart des pensionnés, qui ont dû être dédommagés avec des fonds publics.

Un autre exemple de corruption est l'accord du Congrès National pour l'annulation de plus de 250 millions de USD de dettes en faveur des agriculteurs en défaut de paiement, surtout des producteurs de café, parmi lesquels les principaux bénéficiaires étaient des membres de la classe politique, dont le Président du Congrès qui faisait partie des plus fortement endettés. Un autre scandale qui a fait les choux gras de la presse impliquait Mario Facusse, membre du Parti National et actuel Président du Parlement centraméricain, poursuivi par le Parquet pour l'acquisition supposée de terres domaniales à des prix artificiellement bas.

En 2003, il a été révélé que certains membres du Congrès National et du Parlement centraméricain avaient des liens avec le trafic de drogue, mais la loi n'a pas été en mesure d'éclaircir pleinement les faits et il est fort probable que la corruption et l'impunité vont prévaloir. Selon de récents rapports, l'une des personnes jugées pour le délit de trafic de drogue a été condamnée à 15 ans d'emprisonnement, mais cela ne garantit pas que toutes les personnes impliquées, dont certains ont de puissantes relations politiques, seront traduits devant les tribunaux.

⁵ Palencia, Gustavo. « Terror y dudas generan decapitaciones », dans *Raíces desde El Salvador*. www.desdeelsalvador.com.sv

⁶ Transparency International. « Index des Perceptions de la Corruption ». www.transparency.org

Le système juridique lui-même est également impliqué dans des cas de corruption. Le juge Blanca Valladeres, membre de la Cour Suprême, a démissionné en alléguant qu'il existe des cas de corruption et que, dans certains cas, les décisions ont été biaisées en faveur de groupes gouvernementaux. Le système judiciaire a été également critiqué pour l'affaire des sept grâces officielles accordées à l'ancien Président Rafael Callejas, accusé de corruption et d'abus de pouvoir.

Un autre domaine dans lequel le mauvais fonctionnement du système juridique engendre l'insécurité concerne la discrimination sexuelle dans l'accès à la justice. Les cas de violence domestique forment les 60% du total des cas de violence et de délinquance signalés à la police préventive, signe de grave ampleur du phénomène. Dans les deux plus grandes villes du pays, Tegucigalpa et San Pedro Sula, seul 10% des cas dans lesquels des procès sont intentés se soldent par des condamnations, les femmes à faible revenu étant les plus défavorisées. L'un des obstacles qui empêchent les femmes d'intenter des poursuites est le coût élevé qu'elles doivent payer pour assigner les coupables à comparaître, bien que la loi stipule clairement que cette procédure doit être gratuite.

La société civile face au monologue du gouvernement

En 2003, la Présidence a été assaillie par un intense conflit social et du travail, notamment dans les professions enseignante et médicale où les syndicats s'opposent à l'abolition des statuts régissant les organisations professionnelles et syndicales, ainsi qu'au gel des salaires, une mesure exigée par le FMI comme l'une des conditions à la signature d'une lettre d'intention.

En 2003, en plein cœur de la rébellion de certains de ses Députés et de la rupture de l'alliance avec les démocrates-chrétiens, le gouvernement a lancé un dialogue national considéré comme inopportun ou tardif par de nombreux secteurs et qualifié de « monologue » par la plupart des organisations de la société civile. L'un des principaux points faibles de ce dialogue réside dans le fait qu'il n'envisageait pas de solutions à court ou moyen terme aux problèmes nationaux. Plusieurs organisations de la société civile ainsi que les partis politiques de l'opposition ont quitté la table des négociations.

Tout comme le Dialogue National a été classé comme un échec, d'autres instances de participation créées par les gouvernements actuels et précédents, par exemple le Conseil Consultatif pour la Stratégie de réduction de la pauvreté et la Commission de liaison entre la société civile et le Congrès National, ont également enregistré de mauvais résultats. Jusqu'à présent, elles n'ont pas rempli les fonctions qui leur étaient assignées, puisque les représentants du gouvernement dans ces commissions sont toujours majoritaires, empêchant les représentants des secteurs de la société civile de prendre des mesures efficaces. Les organisations de la société civile doivent mettre en place des mécanismes clairs de contrôle et de vérification citoyens, pour assurer le suivi dans ces sphères.